

de le faire exécuter. Or le seul moyen de faire exécuter un traité de la sorte, c'est avec l'influence de l'opinion universelle et je doute qu'aucun des signataires du traité veuille, sauf pour de très fortes raisons, dévier de ses prescriptions, sachant l'effroyable opposition universelle qui se manifesterait aussitôt. Il est assez décourageant de voir malgré les pactes, les protocoles, les traités et les accords, deux des signataires du traité de Paris en guerre depuis quelques années. Je veux parler de la Chine et du Japon. C'est décourageant aussi de voir l'Europe aujourd'hui, le cas de l'Abysinie et de l'Italie et la situation générale qui existe sur tout le continent européen. C'est décourageant aussi de voir que, malgré tous ces pactes, traités, ligues et conventions, il y a plus d'hommes armés dans le monde aujourd'hui qu'au début de la guerre en 1914 et qu'il y a plus d'armements dans le monde actuellement qu'il y en avait à cette époque. Telle est la situation que le monde doit affronter aujourd'hui.

La motion proposée par mon honorable ami de Labelle est tout à fait appropriée à la situation actuelle. J'espère que je ne blesserai pas l'honorable député en faisant quelques commentaires sur le raisonnement qu'il a exposé à la Chambre aujourd'hui.

M. BOURASSA: Je n'ai aucune objection.

L'hon. M. GUTHRIE: J'ai déjà déclaré dans cette enceinte et en sa présence que malgré ses merveilleux talents, on pourrait fort bien lui dire, comme le Seigneur disait au jeune homme qui était venu à lui: "Il te manque une chose". Je crois que ce qui lui manque le plus c'est le "sens pratique". Je crois que mon honorable ami de Labelle se plaît à dresser des épouvantails pour ensuite les renverser; je crois qu'il prend plaisir à se battre avec des moulins à vent. Je le considère un peu comme rêveur. Il rêve, il conjecture, il théorise, et suivant ses rêves, ses conjectures et ses théories, il exprime dans cette assemblée de vagues et curieuses opinions auxquelles moi pour un et la grande majorité, je crois, des membres de la Chambre des communes, ne pouvons souscrire. Aujourd'hui, l'honorable député a formulé quatre propositions distinctes comme politique de paix du Canada. Or j'oserai dire que pas une seule n'est pratique, pas une seule n'avancerait la cause de la paix universelle ou la réduction des armements, ni n'améliorerait le moindrement la situation du Canada à cet égard.

Qu'est-ce que l'honorable député a dit? Il a d'abord proposé,—j'ai les termes, je les ai pris en note,—que le Canada agisse immédiatement et formule sa propre politique de

[L'hon. M. Guthrie.]

paix. Cependant, quel conseil pratique nous a-t-il donné à ce sujet? Je conviens qu'il nous en a donné un; il a suggéré que le Canada proclame sa neutralité au reste du monde, mais il n'a pas été plus loin. Ce moyen nous servirait-il? Nous nous vantons d'être une nation, mais nous faisons encore partie et nous sommes une partie de l'empire britannique ou, si vous l'aimez mieux,—nous fermons partie du commonwealth britannique. Le drapeau anglais flotte sur ce Dominion; Son Excellence, le Gouverneur général, est représentant du roi dans notre Dominion; nous sommes une partie du Commonwealth britannique. Imaginons maintenant que nous proclamions notre neutralité au monde; est-ce que cela nous servirait à grand'chose si l'Angleterre s'engageait dans une guerre étrangère? Au moment de la déclaration de guerre, en dépit de notre neutralité, notre commerce maritime serait susceptible d'être détruit, nos côtes pourraient être envahies et nos ports bombardés par des navires ennemis malgré notre proclamation de neutralité.

De quelque côté que nous l'envisagions, est-ce là un remède pratique ou un conseil utile? Cependant, je proteste plus énergiquement contre le langage dont il s'est servi dans sa seconde proposition. Cette seconde proposition est que nous devrions coopérer avec la Grande-Bretagne pour affirmer la paix. Je suis porté à croire que cette proposition n'a pas été formulée sincèrement.

M. BOURASSA: Je vous demande pardon.

L'hon. M. GUTHRIE: Je me base sur le dernier paragraphe de la motion que je vais lire à la Chambre:

Elle invite le Gouvernement à donner son appui à toutes mesures efficaces propres à assurer la paix mondiale, soit par l'entremise de la Société des nations ou autrement, en coopération avec d'autres gouvernements qui se sont voués à la cause de la paix.

A peine l'honorable député avait-il mentionné sa seconde proposition de coopérer avec la Grande-Bretagne qu'il s'est lancé dans une diatribe amère et injustifiable contre les hommes d'Etat anglais, de la diplomatie anglaise et des méthodes britanniques de participer aux affaires mondiales.

M. BOURASSA: Pas toutes.

L'hon. M. GUTHRIE: Dans toute sa discussion de la seconde proposition je n'ai pas pu trouver un mot favorable à la mère patrie, titre que la grande majorité du peuple de ce pays donne à la Grande-Bretagne. Nous devrions tous reconnaître que le principal agent de la paix du monde aujourd'hui est la Grande-Bretagne. Je suis obligé de dire que je n'ai pas approuvé et que je n'approuve pas l'attitude adoptée par mon honorable ami de